



## Déclaration de l'UNSA Education

Au CDEN du 18 octobre 2016

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,  
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale,

L'année qui vient de s'écouler fut une année compliquée, éprouvante et tendue du fait de terribles événements mondiaux, et les attentats de Nice du 14 juillet et de St Etienne du Rouvray du 26 juillet ont à nouveau plongé la France dans l'horreur. Le risque que d'autres actes fous et criminels se produisent est fort, chacun s'y prépare, y pense, le redoute. De nouvelles mesures et consignes pour les écoles et les établissements scolaires ont été présentées par les ministres de l'Education nationale et de l'Intérieur. Pour que cette nouvelle culture commune de vigilance et de mise en sûreté des élèves et des personnels se développe dans l'Education nationale, il y a nécessité à ce que la communauté éducative se l'approprié. Pour cela les personnels qui ne sont pas des professionnels de la sécurité doivent être accompagnés par des spécialistes (diagnostic de sécurité des locaux, organisation des exercices de confinement ou d'attentat-intrusion).

De plus, dans les écoles en particulier, où les temps sont partagés avec la collectivité et parfois des associations, tout ne peut reposer sur les seuls directeurs. Pour l'UNSA Education, cet accompagnement est fondamental. Pour l'UNSA Education, parce qu'on ne peut pas être, sur ces questions, dans de simples logiques d'injonction, il est nécessaire de penser une formation initiale et continue qui s'inscrit dans la durée pour l'ensemble des personnels afin de construire ces gestes professionnels de gestion de crise. La répétition des actes terroristes alourdit la responsabilité des personnels et la formation ne doit certainement pas se limiter aux seuls chefs d'établissement, inspecteurs de l'Education nationale ou directeurs d'école. Dans ce processus de construction culturelle, si l'Ecole de la République doit être fortement mobilisée, elle est, et doit rester, une école ouverte permettant des contacts directs entre chaque membre de la communauté éducative. L'enseignement moral et civique reprend plus que jamais son sens en éveillant le sens moral des élèves et en transmettant des valeurs pour organiser le vivre ensemble. Il reste insuffisant si les personnels ne sont pas plus accompagnés sur ce terrain en leur proposant des outils, des pratiques, des approches éducatives. Les ressources impersonnelles et numériques du type Eduscol, Magistère ou simplement une vidéo de notre ministre ne peuvent suffire.

Le traumatisme lié aux attentats est présent et prégnant et les enfants et les jeunes se retrouvent confrontés à eux-mêmes et à leurs angoisses, sans forcément savoir avec qui les partager, avec qui en parler. La démarche pour permettre aux enfants de s'exprimer, se questionner, dire leur peine, leur colère, leur solidarité, leur peur n'a rien d'évidente et les conseils donnés aux éducateurs des structures de loisirs dans l'été devraient être mis à disposition de l'ensemble des parents et non pas seulement aux parents qui en font la demande.

Une nouvelle année scolaire débute et son calendrier adopté en 2015 dans le cadre triennal soulève des interrogations. Les vacances d'automne débutent en milieu de semaine, demain, mercredi 19 octobre. Cela permet de respecter l'alternance 7 semaines de classe/2 semaines de vacances. Ce rythme est considéré comme le meilleur schéma pour favoriser les apprentissages. Excellent argument en soit mais... Argument non-valable au regard de la durée de la dernière période de classes : de 10 semaines pour la zone A à 12 semaines pour la zone C. Quelle logique prévaut alors ? On sait bien que les intérêts de tous les acteurs impliqués dans un calendrier scolaire sont divergents, mais nous devons réaffirmer que l'intérêt des élèves devrait prévaloir. Nul doute en effet que cette dernière période ne paraisse insoutenable aux élèves et aux

enseignants. L'UNSA Education souhaite qu'à l'avenir, cette question soit remise à plat en explorant notamment la possibilité de déconnecter le calendrier du lycée, contraint par les épreuves du bac, de celui de l'élémentaire. Il faut également étudier la possibilité de petites vacances supplémentaires permettant une pause pendant la 5e période toujours trop longue.

Ce Conseil Départemental de l'Éducation Nationale est l'occasion pour notre fédération de souligner les enjeux de cette année scolaire.

En effet, cette rentrée est l'aboutissement de la mise en œuvre de la refondation voulue par le gouvernement et soutenue par notre fédération.

Notre fédération se félicite que la refondation permette de créer une vraie passerelle entre le collège et l'école avec un cycle 3 à cheval sur les deux degrés, ainsi qu'un conseil école – collège, qui favoriseront la mise en œuvre de projets communs et un suivi des élèves plus efficace.

Il n'en demeure pas moins que cette réforme en profondeur prendra du temps, mais l'UNSA Education sait que tous les acteurs se l'approprient, malgré ses détracteurs.

Concernant le premier degré, l'UNSA Éducation constate à l'issue de l'ensemble des opérations de carte scolaire, une amélioration du taux d'encadrement dans notre département, mais nous continuons de demander une révision des seuils, notamment en maternelle.

Nous espérons que cette année les pratiques dénoncées lors du dernier CDEN, de certaines communes sur le département, ne se reproduiront pas.

Quant au second degré, force est de constater que la situation des lycées est préoccupante avec par exemple 17 secondes au lycée Jean Perrin, à Rezé. Au lycée des Bourdonnières à Nantes, on est à 2100 élèves quand la capacité d'accueil n'est que de 1600. Cela se traduit par un manque de place à la cantine, des élèves qui sont obligés de manger des sandwiches, des conditions de sécurité qui ne sont pas respectées.

Le remplacement des professeurs est un autre problème, sans compter que sur l'académie il manque 30 enseignants en espagnol.

Pour l'UNSA Education, il est nécessaire que le service public soit à la hauteur des enjeux éducatifs. Les moyens nécessaires doivent être alloués.

L'UNSA Education croit en la réussite de chaque élève mais les études montrent que les écarts se creusent selon l'appartenance sociale. L'école de la république doit retrouver son rôle d'ascenseur social et la refondation est une des pierres de cet édifice. Pour l'UNSA Education la mixité est un autre vecteur pour rendre notre système éducatif plus juste mais cela doit se faire avec une réflexion sur le long terme.

Quand cette réflexion annoncée va-t-elle débiter sur la ville de Nantes ?

En effet, la façon dont un système éducatif fait, ou non, réussir les plus fragiles est le révélateur de la société que nous voulons : celle du tri et de la compétition ou celle de la solidarité et de la coopération. L'ambition de notre fédération est de rendre visible les discriminations, puis de les faire reculer. Cela met en relief l'urgence de poursuivre la Refondation du parcours commun. Le statu quo est, en somme, un conservatisme et un égoïsme de classe. Combattre les exclusions et militer pour l'égalité exigent qu'une prise de conscience ait lieu puis que chaque acteur s'engage à prendre sa part.

Nous vous remercions.

Nous vous remercions